

1. **Habitat du caribou** : Zones essentielles de mise bas et accès principaux délimités par le GN : Utilisation limitée ; terrains de post-vêlage, corridors migratoires, zones de rut et passages de la glace de mer : Utilisation conditionnelle avec restrictions saisonnières ; aires de répartition saisonnières : Utilisation mixte avec composante valorisée de l'écosystème.
2. **Bassins versants d'approvisionnement en eau potable des communautés** : Conserver les désignations dans le plan provisoire actuel avec quelques ajouts pour soutenir la croissance et le maintien des communautés.
3. **Droits et intérêts existants** : Les droits et intérêts existants sont autorisés à franchir les différentes étapes de développement conformément à la *Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut* et à l'*Accord du Nunavut*.
4. **Aérodromes** : Réviser la carte B2.10 Aérodromes pour inclure l'aérodrome de Grise Fiord.
5. **Tourisme** : Inclure la prise en compte des activités touristiques dans le chapitre 5 du Plan.
6. **Ressources culturelles** : Inclure la prise en compte des ressources culturelles dans le chapitre 5 du Plan et désigner les emplacements des carrières de pierre à sculpter comme des composantes socio-économiques valorisées.
7. **Transport maritime et infrastructures** : Mettre en œuvre des restrictions sur le transport maritime qui n'ont pas d'impact indu sur le développement économique.
8. **Parcs territoriaux** : Appliquer les désignations comme indiqué dans le commentaire. Détails supplémentaires à venir.
9. **Habitats essentiels pour les oiseaux** : Éviter d'avoir un impact superflu sur les ressources minérales non découvertes. Détails supplémentaires à venir.

Dans sa soumission écrite d'octobre 2021, le GN a formulé des recommandations visant à améliorer le processus d'audience publique. Tout au long du processus de consultation, le GN a entendu les collectivités et les Nunavummiut souligner l'importance de la protection de l'habitat faunique et la nécessité de créer des possibilités de développement économique.

En plus de cette soumission, le GN fournit également une soumission conjointe qui a été préparée en collaboration avec le gouvernement du Canada et Nunavut Tunngavik Incorporated, en tant que signataires du Plan. La soumission conjointe recommande des révisions au PPAN concernant les objectifs des Organisations Inuit Désignées, les terres inuites, les Accords existantes sur les répercussions et les avantages pour les Inuits (ARAI), les discussions exploratoires sur les ententes relatives aux zones d'utilisation limitée proposées, les droits et intérêts existants et le transport maritime.

Le GN espère que la CAN tiendra compte de ces commentaires et recommandations lors de la rédaction finale du plan. N'hésitez pas à communiquer avec Daniel Haney, gestionnaire de l'utilisation des terres et de l'évaluation environnementale, au (867) 975-7720 ou à ghaney@gov.nu.ca pour toute question ou préoccupation concernant cette soumission.

Qujannamiik,

Henry Coman

Sous-ministre adjoint
Ministère de l'Environnement
Gouvernement du Nunavut
HComanENV@gov.nu.ca

Cc :

Hannah Uniuqsaraq, Nunavut Tunngavik Incorporated

Spencer Dewar, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada

Introduction

Le gouvernement du Nunavut (GN) soumet des recommandations finales à la Commission d'aménagement du Nunavut (CAN) sur le Plan provisoire d'aménagement du Nunavut (PPAN) 2021. Le groupe de travail du GN sur l'aménagement du territoire a été créé pour examiner et discuter des plans d'aménagement du territoire qui touchent le Nunavut et pour fournir des commentaires à la commission d'aménagement pertinente, dans ce cas-ci le PPAN 2021 et la CAN. Le groupe de travail est composé de représentants des ministères de l'Environnement (ENV), de l'Exécutif et des Affaires intergouvernementales (EAI), du Développement économique et des Transports (DET), de la Santé, des Services communautaires et gouvernementaux (SCG), de la Culture et du Patrimoine (CP), de la Justice et des Finances (FIN). Les discussions et les informations partagées lors des réunions du groupe de travail ont abouti aux recommandations finales présentées dans cette soumission écrite.

À l'automne 2022, le GN a assisté aux cinq audiences publiques régionales de la CAN à Iqaluktuuttiaq (Cambridge Bay), Kangiqliniq (Rankin Inlet), Thompson (Manitoba), Mittimatalik (Pond Inlet) et Iqaluit. Le GN a écouté de nombreux points de vue différents sur le PPAN 2021 de la part des représentants des collectivités, des organisations de chasseurs et de trappeurs, de Nunavut Tunngavik Incorporated, des Associations Inuit Régionale (AIR), du gouvernement du Canada, de l'industrie et de plusieurs autres parties prenantes. Les discussions les plus pressantes lors des audiences publiques ont porté sur la gestion des ressources fauniques, les sites contaminés, les impacts de l'exploration et du développement, et les effets du changement climatique. Le GN a tenu compte des audiences publiques et a transmis l'information aux ministères et aux décideurs concernés.

Le GN est conscient de la complexité du Plan d'aménagement du Nunavut et de son importance pour assurer la régularité et l'uniformité de la réglementation afin d'aider à gérer les effets cumulatifs des projets dans la région du Nunavut (RN). Les révisions recommandées au PPAN, énoncées dans cette soumission, visent à renforcer l'équilibre entre la conservation et le développement économique responsable, qui est un objectif commun du Plan et du GN.

En tant que signataire du Plan, le GN a hâte d'examiner la version finale du Plan d'aménagement du Nunavut qui établit un équilibre entre les objectifs stratégiques et dont la portée est appropriée, conformément au mandat du GN.

Acronymes et termes

PPAN ; « le Plan » - Plan provisoire d'aménagement du Nunavut.

ENV - Ministère de l'Environnement

DET - Ministère du Développement économique et des Transports

Santé - Ministère de la Santé

SCG - Ministère des Services communautaires et gouvernementaux

Justice - Ministère de la Justice

GN - Gouvernement du Nunavut

AN - *Accord du Nunavut*

NuPPAA - *Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut*

RN - Région du Nunavut

O&R - Options et recommandations

GdC - Gouvernement du Canada

NTI - Nunavut Tunngavik Incorporated

GN-2023-01 : Habitat du caribou	
Ministère	ENV
Sujet/domaine	Protection de l'habitat du caribou dans le PAN
Références	<ul style="list-style-type: none"> PPAN 2021, article 2.2
RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS	
<p>La protection de l'habitat du caribou est une question de la plus haute importance pour les Inuit, les Nunavummiut et le GN. Le PAN peut assurer d'importantes mesures de protection et orienter le développement vers des zones où les impacts sont atténuables.</p>	
COMMENTAIRES DE L'EXAMINATEUR ET JUSTIFICATION	
<p>Le GN a formulé de nombreuses recommandations et soumis plusieurs commentaires par le passé concernant la désignation de divers habitats du caribou. Les recommandations ci-dessous remplacent les recommandations précédentes et doivent être considérées comme la position du GN sur la question jusqu'à ce qu'elles soient modifiées.</p>	
RÉVISIONS RECOMMANDÉES	
<p>Le GN appuie la protection de l'habitat du caribou et le développement responsable des ressources naturelles. Dans le but d'équilibrer ces deux objectifs, le GN recommande que les restrictions suivantes soient imposées aux habitats importants du caribou énumérés ci-dessous. <u>Il convient de noter que la recommandation concernant les aires de mise bas et les principaux corridors d'accès ci-dessous se limite aux délimitations du GN.</u> Le GN dispose de suffisamment de données pour étayer ces délimitations et a confiance en leurs tracés, mais reconnaît également les compétences d'autres parties. Comme il a été mentionné dans des soumissions antérieures, le GN s'engage à surveiller et à mettre à jour continuellement ces délimitations au fur et à mesure que de nouvelles informations seront disponibles et il partagera certainement toute mise à jour avec la Commission. Le GN continuera à travailler avec ses partenaires de cogestion et d'aménagement pour identifier l'habitat du caribou et d'autres zones à protéger au fur et à mesure que des informations supplémentaires seront recueillies.</p> <p>Le GN peut fournir à la Commission toutes les données nécessaires à la mise en œuvre de ces recommandations. Toutefois, il est entendu que la majorité des principales aires de mise</p>	

bas et des principaux corridors d'accès désignés dans le plan proviennent des données du GN déjà fournies à la Commission, avec des ajouts récents résultant des dernières consultations avec d'autres partenaires en matière d'aménagement.

Aires de mise bas et d'après vêlage des troupeaux migrants continentaux :

Interdiction de développement dans les aires de mise bas et les principaux corridors d'accès, avec des restrictions saisonnières sur les activités dans les aires d'après vêlage.

- Les restrictions saisonnières s'appliqueraient aux projets d'exploration et de production, à la recherche et au tourisme non liés à la conservation du caribou, ainsi qu'à toute activité présentant une forte probabilité de perturbation du caribou au moment et à l'endroit où il est présent.

Zones de rut des troupeaux migrants continentaux

Restrictions saisonnières pendant la saison du rut (~10 Oct. au 10 Nov.)

- Comprend une exigence de conformité selon laquelle les promoteurs doivent démontrer dans leur proposition de projet que l'on a tenu compte de leur emplacement dans une zone de rut désignée ;
- Inclut une directive aux promoteurs précisant que les restrictions saisonnières sur les activités de développement s'appliquent quand et où les caribous sont présents (approximativement du 10 octobre au 10 novembre), et précisant en outre que les activités restreintes comprennent, sans s'y limiter, le trafic aérien et automobile, les bruits forts ou répétitifs, et/ou les perturbations dues aux vibrations.

Corridors de migration des troupeaux migrants continentaux

Restrictions saisonnières aux activités de développement quand et où les caribous sont présents et restrictions sur les infrastructures linéaires (c.-à-d. pipelines surélevés, etc.) qui entraveraient la migration ou empêcheraient les caribous de les traverser.

- Inclut une directive aux promoteurs précisant que les restrictions saisonnières sur les activités de développement s'appliquent quand et où les caribous sont présents (environ du 10 octobre au 10 novembre [migration d'automne] et du 15 avril au 1er juin [migration de printemps]) ;
- Comprend une exigence de conformité selon laquelle les promoteurs doivent démontrer dans leur proposition de projet que l'on a tenu compte de leur emplacement dans un corridor de migration désigné et que tout élément linéaire proposé dans un corridor de migration désigné n'entravera pas le déplacement des caribous ;
- Précise les activités restreintes suivantes en présence du caribou (liste non exhaustive) : trafic aérien et automobile, bruits forts ou répétitifs, et/ou perturbations par vibrations.

Passages de la glace de mer des troupeaux migrants continentaux

Restrictions saisonnières sur le déglacage pendant les périodes de traversée et restrictions sur les activités de développement quand et où les caribous font halte (se préparent à traverser). Les activités restreintes comprennent, sans s'y limiter, le trafic aérien et automobile, les bruits forts ou répétitifs et les vibrations.

Aires de répartition saisonnières des troupeaux migrants continentaux

Aucune restriction sur le développement, mais les projets proposés doivent tenir compte des impacts sur le caribou et réduire les perturbations autant que possible.

- Inclut une exigence de conformité selon laquelle les promoteurs qui proposent de mener des activités dans une aire saisonnière des troupeaux migrants continentaux de caribous doivent démontrer qu'ils tiennent compte de ces zones en reconnaissant les impacts potentiels des activités proposées et en identifiant des mesures d'atténuation.

GN-2023-02 : BASSINS VERSANTS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DES COMMUNAUTÉS

Ministère	Santé
Sujet/domaine	Bassins versants d'approvisionnement en eau potable des communautés à l'extérieur des limites municipales
Références	<ul style="list-style-type: none">• PPAN 2021, article 4.5.2• 27 janvier 2023, Lettre de l'administrateur en chef de la santé publique concernant l'examen de la désignation proposée du PAN pour les bassins versants d'approvisionnement en eau potable des communautés, Annexe 1

RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS

Le ministère de la Santé estime que les bassins versants d'approvisionnement en eau potable des communautés devraient être protégés en vertu du Plan d'aménagement du Nunavut et, à ce titre, appuie la désignation d'utilisation limitée dans les bassins versants d'approvisionnement en eau potable des communautés situés à l'extérieur des limites municipales.

COMMENTAIRES DE L'EXAMINATEUR ET JUSTIFICATION

Le ministère de la Santé et l'administrateur en chef de la santé publique ont examiné la désignation du Plan pour les bassins versants d'approvisionnement en eau potable des communautés situés à l'extérieur des limites municipales et appuient l'interdiction de tout développement à l'intérieur de ces bassins, car les impacts ne peuvent être atténués efficacement dans ces zones. L'eau est une ressource qui doit être protégée des impacts négatifs et que le GN et les communautés reconnaissent comme étant essentielle au bien-être.

Plusieurs communautés ont fait part de leurs préoccupations concernant leur eau potable ou leur bassin versant au cours des récentes audiences publiques sur le Plan provisoire 2021 et le GN tient à assurer les communautés qu'il prend ces préoccupations au sérieux. En plus de recommander que des mesures de protection soient appliquées à ces zones dans le Plan, le ministère des Services communautaires et gouvernementaux (avec l'appui de Santé Canada et du ministère de l'Environnement) travaille avec acharnement pour s'assurer que les collectivités du Nunavut disposent d'une eau potable saine et propre.

RÉVISIONS RECOMMANDÉES

Le GN appuie la désignation actuelle du Plan pour les bassins versants d'approvisionnement en eau potable des communautés à l'extérieur des limites municipales (c.-à-d. l'article 4.5.2 et les exigences du Plan 4.5.2-1) et recommande l'ajout du texte suivant en caractères **gras**.

4.5.2-1 :

Les bassins versants d'approvisionnement en eau potable des communautés à l'extérieur des limites municipales illustrées sur la carte A, à l'exception de ceux de Baker Lake et de Kugluktuk, sont des zones à usage limité à l'intérieur desquelles les utilisations incompatibles ci-après sont interdites :

- (a) exploration et exploitation de pétrole et de gaz ;*
- (b) exploration et exploitation minières ;*
- (c) carrières, à l'exception de celles autorisées en vertu de l'article 4.5.2-2 ;*
- (d) infrastructures hydroélectriques et connexes ; et*
- (e) infrastructures linéaires, à l'exception de celles autorisées en vertu de l'article 4.5.2-2.*

Le GN recommande l'ajout de l'exigence suivante du plan afin de soutenir la croissance des communautés tout en assurant une protection importante des bassins versants d'approvisionnement en eau potable des communautés.

4.5.2-2 :

Les utilisations suivantes sont autorisées dans les bassins versants d'approvisionnement en eau potable des communautés situés à l'extérieur des limites municipales illustrées sur la carte A, à l'exception de ceux de Baker Lake et de Kugluktuk :

- (a) carrières et infrastructures nécessaires pour soutenir la croissance et la préservation de la communauté ;*
- (b) infrastructures linéaires nécessaires pour soutenir l'accès et l'approvisionnement en eau potable de la communauté.*

Le GN acceptera un libellé différent de celui qui précède, à condition que des exceptions soient faites pour les carrières et les infrastructures linéaires nécessaires pour soutenir la croissance et la préservation de la communauté et l'approvisionnement en eau potable.

GN-2023-03 : DROITS ET INTÉRÊTS EXISTANTS	
Ministère	DET et ENV
Sujet/domaine	Traitement des droits et intérêts existants dans le PAN
Références	<ul style="list-style-type: none"> • PPAN 2021, article 6.1.8 • O&R 2021, article 6.2.8
RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS	
<p>Le PPAN 2021 ne s'aligne pas complètement sur la NuPPAA (Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut) et doit être révisé pour préciser que tous les droits existants seront autorisés à passer par les différentes étapes du développement.</p>	
COMMENTAIRES DE L'EXAMINATEUR ET JUSTIFICATION	
<p>Le PPAN 2021 a lié les droits miniers existants au fait qu'un projet ou une activité ait été inscrit à l'annexe A. Les critères du PPAN pour la protection des droits miniers existants devraient être conformes à l'AN et à la NuPPAA.</p> <p>La portée de l'annexe A est limitée, car certains projets définis en vertu de la NuPPAA se trouvent dans des zones à usage limité, mais ne sont pas inclus dans l'annexe A. L'annexe A ne comprend pas non plus les droits existants qui ne sont pas situés dans les zones à usage limité. La CAN a noté que certaines révisions devraient être faites ici.</p> <p>L'annexe A est un instantané des détenteurs de droits et de leurs activités ou projets existant au Nunavut au moment où la CAN a produit la liste, et selon des critères qui ne suivent pas la législation. Elle ne reflète pas adéquatement l'évolution d'un projet autorisé à se développer raisonnablement ni les utilisations potentielles des terres ou les changements de désignation qui pourraient survenir.</p> <p>Le GN demeure préoccupé par le fait qu'une liste exhaustive de tous les projets existants est problématique. L'établissement d'une liste de tous les projets et de toutes les activités dans les zones à usage limité fait courir le risque qu'un projet ne figure pas sur la liste s'il a été omis ou si un changement de désignation des terres devait se produire. À l'inverse, une liste de tous les droits existants (y compris ceux dans les désignations d'utilisation conditionnelle et mixte) serait longue, peu pratique et difficile à tenir à jour. L'administration de cette liste par la CAN pourrait s'avérer difficile à tenir à jour en cas de changement de désignation et pourrait entraîner des retards indus ou des inexactitudes.</p> <p>La valeur d'une parcelle ou d'un projet est liée à la capacité d'accéder au projet/activité et à la capacité de développer adéquatement ce projet. Le blocage d'un projet peut avoir un impact sur la valeur de cette parcelle et sur la capacité à développer raisonnablement ce projet, ce</p>	

qui peut entraîner une expropriation de facto. L'expropriation peut entraîner un besoin indésirable d'indemnisation.

Les droits et intérêts existants légalement acquis sont autorisés à passer par les différentes étapes du développement, conformément à la *NuPPAA* et sous réserve du processus réglementaire et des conditions ultérieures lorsque des modifications importantes du droit existant sont proposées.

Par conséquent, pour répondre au souci de développement raisonnable de ce droit, qui comprend l'accès à ce droit, le GN recommande que les utilisations des terres associées aux droits existants soient autorisées là où elles sont autrement interdites, y compris les utilisations accessoires et les routes d'accès au-delà de l'empreinte de ce droit.

RÉVISIONS RECOMMANDÉES

Les droits existants devraient être autorisés à franchir les différentes étapes du développement, conformément à la législation. Le PPAN 2021 devrait être révisé afin d'être conforme à la *NuPPAA* et de préciser que tous les droits existants seront respectés. Des recommandations spécifiques sont identifiées ci-dessous.

1. Réviser l'approche de l'énumération des droits existants dans le Plan (Annexe A) afin de s'assurer que :
 - a. tous les droits existants sont protégés (pas seulement les 52 droits énumérés dans le PPAN 2021), et
 - b. les modifications futures des désignations d'utilisation des terres (par le biais de modifications du Plan) tiennent compte des droits existants (y compris ceux situés dans des zones qui ne sont pas actuellement désignées comme des zones à usage limité).
2. Ajouter au Plan un mécanisme politique permettant aux détenteurs de droits existants d'obtenir la reconnaissance de leur statut de droits existants (exemption des interdictions de la désignation à usage limité). Ce processus de demande devrait inclure :
 - a. un examen des preuves documentaires requises (permis, licences, etc. délivrés par NTI ou le GdC avant l'approbation ou la modification du Plan) par la CAN.
3. Permettre que les utilisations du sol accessoires aux droits existants soient considérées pour approbation, avec certaines conditions, même si elles sont :
 - a. à l'extérieur de l'empreinte du droit existant
 - b. une route d'accès
 - c. autrement interdites par la désignation de l'affectation du sol.
4. Ajouter un mécanisme politique mettant fin au statut exceptionnel des droits existants (à savoir les exemptions des restrictions de la désignation à usage limité) lorsque le droit existant expire ou que l'affectation du sol associée est abandonnée.

GN-2023-04 : AÉRODROMES

Ministère	DET
Sujet/domaine	Composantes de transport manquantes - Aérodrômes
Références	<ul style="list-style-type: none"> • PPAN 2021, article 4.8
RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS	
L'aérodrome de Grise Fiord ne figure pas sur la carte B2.10 du Plan.	
COMMENTAIRES DE L'EXAMINATEUR ET JUSTIFICATION	
<p>L'article 4.8 du PPAN stipule que</p> <p><i>« Toutes les communautés du Nunavut dépendent du transport aérien et maritime pour tous leurs besoins de transport. Les aérodrômes sont essentiels pour les communautés, et des réglementations fédérales sont en vigueur pour gérer l'utilisation des terres dans ces zones. »</i></p> <p>En outre, la carte B2.10 Aérodrômes identifie les aérodrômes du Nunavut et les désigne comme des composantes socio-économiques valorisées (CSEV). Le GN note que Grise Fiord est absent de cette liste et devrait être ajouté.</p>	
RÉVISIONS RECOMMANDÉES	
Le GN recommande que l'aérodrome de Grise Fiord (YGZ) soit inclus dans la carte B2.10 en tant qu'aérodrome identifié et soit ainsi désigné comme CSEV.	

GN-2023-05 : TOURISME	
Ministère	DET
Sujet/domaine	Prise en compte des activités touristiques dans le Plan
Références	<ul style="list-style-type: none"> • PPAN 2021, chapitre 5 • Présentations des délégués de la collectivité, Audience de Pond Inlet, 24-27 octobre 2022 • Loi sur le tourisme du Nunavut • Règlement sur le tourisme maritime du Nunavut

RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS	
La prise en compte du tourisme est absente du chapitre 5 du PPAN 2021.	
COMMENTAIRES DE L'EXAMINATEUR ET JUSTIFICATION	
<p>Comme nous l'avons entendu lors des audiences de 2022, en particulier à Mittimatalik (Pond Inlet), il existe des préoccupations concernant les navires de croisière et les petites embarcations.</p> <p>Les activités des navires de croisière doivent être conformes à un plan d'aménagement du territoire applicable et tout nouvel exploitant ou toute modification importante des routes existantes doit faire l'objet d'un examen préalable par la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions. Le PPAN 2021 ne tient pas compte de cette exigence.</p> <p>Il est difficile de savoir comment la CAN déterminerait la conformité en ce qui concerne les activités des navires de croisière et s'il y aurait des interdictions, des conditions ou des exigences du Plan associées à ces activités.</p>	
RECOMMANDATIONS	
<p>Le GN recommande que l'on accorde une attention raisonnable aux préoccupations soulevées au sujet des activités touristiques sans nuire indûment à l'économie touristique du Nunavut et aux avantages potentiels découlant du tourisme.</p> <p>Le GN recommande d'inclure le tourisme dans le chapitre 5 : Encouragement du développement économique durable. Le Plan doit demeurer conforme à la Loi sur le tourisme du Nunavut et au Règlement sur le tourisme maritime du Nunavut.</p>	

GN-2023-06 : RESSOURCES CULTURELLES	
Ministère	DET
Sujet/domaine	Ressources culturelles - Emplacement des gisements de pierres à sculpter
Références	<ul style="list-style-type: none"> • PPAN 2021, chapitre 5 • Ministère du DET, gouvernement du Nunavut, division des arts et de la culture : https://gov.nu.ca/fr/edt/information/aperçu-et-coordonnées-arts-et-culture

	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Accord du Nunavut</i>, article 19
RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS	
Les ressources culturelles ne figurent pas au chapitre 5 du PPAN 2021.	
COMMENTAIRES DE L'EXAMINATEUR ET JUSTIFICATION	
<p>Les ressources culturelles, comme la pierre à sculpter, constituent un élément important de la culture et de l'économie des Inuit et des Nunavummiut. À eux seuls, les arts visuels contribuent annuellement à l'économie du territoire à hauteur de 33 millions de dollars et on estime que 3 000 Nunavummiut tirent un revenu au moins partiel de la vente d'œuvres d'art.</p> <p>La partie 9 de l'article 19 de l'<i>Accord du Nunavut</i> protège les droits des Inuit sur la pierre à sculpter, qu'il s'agisse de l'exploitation de carrières à grande échelle ou de l'extraction à petite échelle par un Inuk. Le PAN doit être conforme à l'AN et permettre l'accès aux sites de pierre à sculpter.</p> <p>Le GN a mis en œuvre le programme d'évaluation des gisements de pierre à sculpter du Nunavut entre 2010 et 2014, en documentant les informations sur les carrières et les sites de collecte connus, et en évaluant le potentiel de nouveaux gisements. Ces emplacements connus de carrières de pierre à sculpter sont inclus dans l'annexe 2 de la soumission du GN.</p>	
RECOMMANDATIONS	
<p>Le GN recommande que ces gisements de pierre à sculpter soient inclus dans le chapitre 5 du PAN et soient désignés comme des composantes socio-économiques valorisées (CSEV).</p> <p>Dans les zones de chevauchement des désignations, et lorsque cela est conforme à l'<i>Accord du Nunavut</i>, les carrières de pierre à sculpter devraient être accessibles et exemptées de toute interdiction qui aurait une incidence sur leur utilisation.</p>	

GN-2023-07 : TRANSPORT MARITIME ET INFRASTRUCTURES	
Ministère	DET
Sujet/domaine	Transport maritime et infrastructures - Ports du Nunavut
Références	<ul style="list-style-type: none"> • PPAN 2021, article 5.3.2

	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Ingirrasiliqta</i>, Stratégie de transport du Nunavut, Gouvernement du Nunavut • <i>Principes directeurs du transport maritime</i>, soumission conjointe du gouvernement du Canada, de la Nunavut Tunngavik Incorporated et du gouvernement du Nunavut.
RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS	
<p>Le développement continu de l'infrastructure maritime au Nunavut - ainsi que le développement économique et les changements climatiques - signifient que l'application des restrictions saisonnières et des autres mesures associées aux zones à usage limité et conditionnel doit être clairement communiquée et ne pas être plus restrictive que nécessaire pour atteindre ses objectifs.</p>	
COMMENTAIRES DE L'EXAMINATEUR ET JUSTIFICATION	
<p>Le transport maritime est un lien de transport essentiel vers le sud du Canada et les marchandises fournies aux collectivités du Nunavut. Le PPAN 2021 souligne l'importance du transport maritime, y compris les ports et les autres infrastructures (section 5.3.2). Qui plus est, certaines désignations imposent certaines restrictions saisonnières et des distances de retrait à la navigation maritime, à moins qu'elles ne soient spécifiquement exemptées.</p> <p>Le port d'Iqaluit est achevé ; le financement de celui de Qikiqtarjuaq est assuré et il sera construit au cours des prochaines années. Au moins un port dans chacune des régions du Kivalliq et du Kitikmeot est projeté à moyen et à long terme. Ces ports seront construits ou détenus par le gouvernement (ou potentiellement par les Inuit dans certains cas) et répondront aux besoins économiques de leurs communautés et régions respectives.</p> <p>Le réapprovisionnement normal des communautés ne sera pas nécessairement la seule utilisation ou l'utilisation principale de ces ports (par exemple, Qikiqtarjuaq est principalement destiné à desservir la pêche en haute mer). Il est probable qu'il y ait une augmentation des activités de transport maritime à destination et en provenance des ports par rapport au statu quo, mais cette augmentation serait limitée (associée à la trajectoire du développement économique, plutôt qu'au cycle de vie des projets de ressources minérales) et les navires suivraient en grande partie des routes et des horaires prévisibles.</p> <p>Les opérations à partir de ces installations qui appuient les besoins des communautés et les objectifs de développement économique peuvent, dans certains cas, nécessiter le déglacage pendant les saisons intermédiaires et ne devraient pas être restreintes d'emblée. Au contraire, l'utilisation prévisible et raisonnable des ports devrait être exemptée de ces interdictions générales.</p>	

RECOMMANDATIONS
<p>Le GN recommande que les restrictions saisonnières et les distances de retrait qui touchent le transport maritime à destination et en provenance des ports du Nunavut soient conçues et mises en œuvre de manière à ne pas entraver indûment les activités de développement économique pour lesquelles ces ports ont été prévus.</p> <p>Le GN appuie les principes directeurs du transport maritime du PAN, élaborés en collaboration avec le Gouvernement du Canada, Nunavut Tunngavik Incorporated et les Associations Inuit Régionale et présentés dans le cadre de la soumission conjointe des parties signataires.</p>

GN-2023-08 : PARCS TERRITORIAUX	
Ministère	ENV
Sujet/domaine	Parcs territoriaux - En attente de création officielle Parcs territoriaux - Proposés Parcs territoriaux - Futurs
Références	<ul style="list-style-type: none"> PPAN 2021, article 3.1.1
RECOMMANDATIONS	
<p><u>Parcs territoriaux - En attente de création officielle :</u> <i>Désignation qui autoriserait le tourisme, la recherche et les loisirs, toutes les autres utilisations étant envisagées dans le cadre d'une modification du Plan.</i></p> <p><u>Parcs territoriaux - Proposés :</u> <i>Désignation qui autoriserait le tourisme, la recherche et les loisirs. Les promoteurs doivent être informés qu'un parc est envisagé dans la région et respecter les obligations et les processus décrits dans l'ERAi sur les parcs territoriaux.</i></p> <p><u>Parcs territoriaux - Futurs :</u> <i>Aucune restriction sur le développement proposé, mais les promoteurs doivent tenir compte du fait que la zone est envisagée comme un parc territorial et doivent consulter le ministère de l'Environnement du GN sur les propositions de projet.</i></p>	

Malheureusement, en raison du peu de temps disponible depuis le changement de politique du 2 février 2023, le GN demande une prolongation de la date limite de soumission pour ce commentaire afin de clarifier davantage la situation.

GN-2023-09 : HABITATS ESSENTIELS POUR LES OISEAUX MIGRATEURS

Ministère	ENV
Sujet/domaine	Service canadien de la faune - Habitats essentiels pour les oiseaux migrants
Références	<ul style="list-style-type: none">• PPAN 2021, article 2.1

RECOMMANDATION

Il faut tenir compte de la nécessité d'éviter d'avoir un impact inutile sur les ressources minérales non découvertes lors de la désignation de ces zones.

Malheureusement, en raison du peu de temps disponible depuis le changement de politique du 2 février 2023, le GN demande une prolongation de la date limite de soumission pour ce commentaire afin de clarifier davantage la situation.